

Bruxelles, le 29.11.2024
C(2024) 8353 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 29.11.2024

**relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur des pays et territoires
d'outre-mer du Pacifique pour 2025 et 2026**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 29.11.2024

relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur des pays et territoires d'outre-mer du Pacifique pour 2025 et 2026

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

Vu le règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2024 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union¹, et notamment son article 110,

Vu la décision (UE) 2021/1764 du Conseil du 5 octobre 2021 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à l'Union européenne, y compris les relations entre l'Union européenne, d'une part, et le Groenland et le Royaume de Danemark, d'autre part², et notamment son article 82,

Considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre du « Programme européen pour le bleuissement et le verdissement des systèmes alimentaires dans les pays et territoires d'outre-mer du Pacifique », il y a lieu d'adopter une décision de financement pluriannuelle, qui constitue le programme de travail pluriannuel pour 2025 et 2026 conformément à l'article 110, paragraphe 2, du règlement (UE, Euratom) 2024/2509 (ci-après le «règlement financier»).
- (2) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne³.
- (3) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (4) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu de déterminer les modifications qui n'ont pas lieu d'être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (5) L'action prévue dans la présente décision devrait contribuer à l'intégration du climat et de la biodiversité, conformément à la communication de la Commission intitulée «Le pacte vert pour l'Europe»⁴ et à l'accord interinstitutionnel du 16 décembre 2020 entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la

¹ JO L 239 du 26.9.2024, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2024/2509/oj>.

² JO L 355 du 7.10.2021, p. 6.

³ Voir www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ COM(2019) 640 final du 11 décembre 2019.

bonne gestion financière, ainsi que sur de nouvelles ressources propres, comportant une feuille de route en vue de la mise en place de nouvelles ressources propres⁵.

- (6) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel régional pour les pays et territoires d'outre-mer du Pacifique pour la période 2021-2027⁶, lequel définit les priorités suivantes : renforcer la durabilité, la résilience et la diversification de la production alimentaire dans les trois territoires, et ; promouvoir une consommation alimentaire durable et saine.
- (7) Le plan d'action pluriannuel à financer au titre de la décision (UE) 2021/1764 vise à contribuer au verdissement et bleuissement des systèmes alimentaires dans les pays et territoires d'outre-mer du Pacifique.
- (8) L'action intitulée « Programme européen pour le bleuissement et le verdissement des systèmes alimentaires dans les pays et territoires d'outre-mer du Pacifique » vise à promouvoir la transformation écologique des systèmes alimentaires dans les trois territoires français de la région.
- (9) En vertu de l'article 62, paragraphe 1, point c), du règlement financier, applicable en vertu de l'article 81 de la décision (UE) 2021/1764, l'action sera mise en œuvre en gestion indirecte.
- (10) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les personnes et les entités chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 157, paragraphe 3, du règlement financier. À cette fin, la Commission conserve, en vertu de l'article 157, paragraphe 7, du règlement financier, les responsabilités en matière de gestion financière prévues au point 4.3.2 de l'annexe.
- (11) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité institué par l'article 90 de la décision (UE) 2021/1764,

DÉCIDE:

Article premier

Plan d'action

La décision de financement pluriannuelle, constituant le plan d'action pluriannuel destiné à mettre en œuvre le plan d'action pluriannuel en faveur des pays et territoires d'outre-mer du Pacifique pour la période 2025 et 2026, telle qu'elle figure en annexe, est adoptée.

Le plan d'action comporte l'action suivante: « Programme européen pour le bleuissement et le verdissement des systèmes alimentaires dans les pays et territoires d'outre-mer du Pacifique », figurant en annexe.

Article 2

Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du programme pour 2025 and 2026 est fixé à 36 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne 14.050200.02 du budget général de l'Union:

⁵ JO L 433I du 22.12.2020, p. 28.

⁶ Décision d'exécution de la Commission portant adoption de 9 programmes indicatifs pluriannuels en faveur des pays et territoires d'outre-mer pour la période 2021-2027 C(2021)9164 final du 15.12.2021.

- (a) 8 000 000 EUR en 2025;
- (b) 28 000 000 EUR en 2026.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

La mise en œuvre de la présente décision est subordonnée à la disponibilité des crédits:

- (a) qui sont prévus dans le projet de budget général de l'Union pour 2025, après l'adoption de celui-ci par l'autorité budgétaire, ou qui sont prévus par le régime des douzièmes provisoires;
- (b) qui sont prévus dans le budget général de l'Union pour 2026 tel qu'adopté par l'autorité budgétaire.

Article 3

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées en annexe, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 4.3.2 de l'annexe.

Article 4

Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de maximum 10 000 000 EUR et ne dépassant pas 20 % du montant maximal de la contribution de l'Union fixé à l'article 2, premier alinéa, chaque exercice étant pris séparément, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 29.11.2024

Par la Commission
Jutta URPILAINEN
Membre de la Commission